



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n°2018-71**

Séance du 24 octobre 2018 à dix-huit heures trente

L'an deux mille dix-huit, le vingt-quatre octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Hervet, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber,
Mmes Albiges, Bérard, Castillo, Fraisse, Pervent.

Absents ayant donné procuration : Mme Bertin procuration à Mme Castillo ; Mme Maury procuration à Mme Albiges ; Mme Olivier procuration à Mme Pervent ; Mme Vella procuration à M. Perez ; Mme Vilaplana procuration à Mme Bérard.

Absents excusés : Mme Chibani.

Secrétaire de séance : Mme Bérard

Nombre de membres en exercice :	22	Date de convocation et affichage
Présents :	16	Absents: 1
Procurations :	05	Votants: 22

16 octobre 2018

Objet: Adhésion au PSC du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) et participation de la commune à la souscription du risque santé de ses agents.

L'assemblée délibérante,

Vu l'article 22 bis-I de la loi du 13 juillet 1983 qui dispose que « *les communes et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent* » ;

Vu l'article 22 bis-II de la loi du 13 juillet 1983 qui dispose que « *la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités* » ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu les interprétations données par la circulaire d'application n°12-010605-D du 25 mai 2012 ;

Vu l'énoncé par lequel M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante :

- Que par la délibération n°44-2017 adoptée le 09 octobre 2017, la commune a décidé de se joindre à la procédure de mise en concurrence organisée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) en vue de la conclusion d'une convention de participation pour le risque « *santé* » ;

Et

- Qu'à l'issue de ladite procédure de mise en concurrence, le CDG 34 a retenu l'offre proposée par le groupement formé par ALTERNATIVE COURTAGE et MNFCT ;

Vu l'avis rendu par le comité technique le 16 octobre 2018 ;

Et dans la mesure où le contrat objet de la présente délibération garantit la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités ;

Après en avoir délibéré, **DÉCIDE** à l'unanimité :

- De confirmer l'adhésion à la mission Protection sociale complémentaire du CDG 34 prise lors de la délibération 58-2018, (dont la cotisation annuelle a été fixée par le conseil d'administration, en séance du 1^{er} juin 2018, à 0,05 % de la masse salariale), étant entendu que la dite cotisation est appelée pour les risques santé et prévoyance.
- D'adhérer à la convention de participation conclue par le CDG 34 pour une durée de six ans avec le groupement formé par ALTERNATIVE COURTAGE et MNFCT, et par conséquent d'autoriser M. le maire à conclure un contrat avec le CDG 34, matérialisant ladite adhésion ;
- Que la collectivité participera à compter du 1^{er} janvier 2019 au financement de la protection sociale complémentaire de ses agents fonctionnaires titulaires ou stagiaires, pour le risque « *santé* » ;
- De fixer un montant mensuel de participation égal à 10,00 euros par agent, et par mois, modulé en fonction du temps de travail des agents ;
- Que conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 1^{er} du décret du 8 novembre 2011 qui dispose que « *le bénéfice des dispositifs d'aide est réservé aux agents et aux retraités des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui bénéficient d'une convention de participation* », seuls les agents qui adhéreront aux garanties proposées par la collectivité pourront bénéficier de la participation mentionnée à l'alinéa précédent.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 24 octobre 2018
Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la date :

- d'envoi dématérialiser en préfecture le :
- d'affichage le :

nomenclature :1.3.1